



Je m'abonne dès 1\$

Newsletter

MOYEN ORIENT ET MONDE

Climat : À Katowice, un deal a minima arraché en dernière minute



Le président de la COP24, Michal Kurtyka, saute sur la table à la clôture du sommet sur le climat tenu à Katowice, en Pologne. Janek Skarzynski/AFP

COP24

La feuille de route pour l'application de l'accord de Paris a bien été adoptée, mais le résultat reste controversé pour beaucoup d'observateurs, notamment sur les ambitions de réduction des émissions.

3 articles restants

Pour profiter d'un regard éclairé

ABONNEZ-VOUS DÈS 1\$

Déjà abonné? Identifiez-vous



Le 24e sommet de l'ONU sur le climat (COP24) à Katowice en Pologne a tenu, in extremis, sa promesse d'adopter une feuille de route permettant de mettre en application l'accord de Paris dès qu'il entre en vigueur en 2020. L'adoption du texte s'est faite dans une atmosphère de débats houleux qui se sont prolongés jusqu'à samedi soir, et c'est ce qui explique que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, se soit rendu trois fois dans la ville polonaise pour pousser les négociateurs à œuvrer en vue d'une conclusion heureuse de ces négociations. Le processus de la mise en application de l'accord de Paris (adopté par près de 200 pays en 2015 dans la capitale française) reste donc vivant, mais avec de nombreux points d'interrogation concernant la question de l'ambition dans les réductions des émissions mondiales. Les engagements des pays restent en effet bien en deçà de ce que recommandent les scientifiques et le débat a été ajourné au sommet prochain qui se tiendra au Chili (après le refus du Brésil de l'accueillir). De fait, le deal obtenu a été qualifié de « robuste » par les Nations unies, mais a été accueilli de manière bien plus mitigée par la société civile.

Comme le note non sans ironie Mohamed Adow, de l'organisation Christian Aid, « les pays ont juste obtenu un C moins, alors que les scientifiques du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) exigeaient d'eux des A plus sur toute la ligne ». Ce à quoi l'observateur de la société civile fait allusion, c'est le rapport du GIEC publié en octobre, recommandant de limiter la hausse de la température de la terre à 1,5 degré, et que tous les pays à la COP ont « accueilli favorablement », à l'exception de quatre puissances pétrolières – les États-Unis (qui sont sur la voie de sortie de l'accord de Paris), la Russie, l'Arabie saoudite et le Koweït – qui ont de fait réussi à bloquer une prise en compte effective de ce rapport en vue d'actions climatiques plus ambitieuses. Il faut savoir que les engagements actuels (et volontaires) des États mettent toujours le monde sur la trajectoire d'une hausse de plus de trois degrés. L'objectif qu'espéraient nombre de pays vulnérables aux changements climatiques, comme les États insulaires par exemple, c'est que cette COP aboutirait à une déclaration forte en faveur d'une révision des engagements nationaux à la hausse d'ici à 2020, mais cela n'a pas été le cas puisque ce point n'a figuré dans la décision finale que sous forme d'un souhait formulé à l'intention des pays.

(Lire aussi : [Climat: l'accord de Paris sur les rails, sans ambitions nouvelles](#))

Des lignes directrices

Quoi qu'il en soit, selon le communiqué de l'ONU, le deal définit les règles suivant lesquelles les pays doivent présenter leurs rapports sur leurs émissions et leurs efforts pour les réduire, suivant leurs engagements nationaux. Ce qui signifie qu'il y a eu un compromis sur un point qui a divisé pays développés et pays en développement dans cette COP sur la « flexibilité » que les seconds revendiquaient, étant donné leurs moyens insuffisants pour mener à bien une telle tâche, alors que les pays développés exigeaient un procédé beaucoup plus strict.

Toujours selon ce communiqué, le package inclut des lignes directrices sur le processus en faveur de décisions se rapportant au financement de l'accord à partir de 2025, partant du suivi de l'objectif actuel de 100 milliards de dollars par an devant être assurés par les pays riches au bénéfice des pays en développement à partir de 2020. Cette question a soulevé une polémique durant la COP, étant une

3 articles restants

Pour profiter d'un regard éclairé

ABONNEZ-VOUS DÈS 1\$

Déjà abonné? Identifiez-vous



Sur les finances, qui sont toujours une pomme de discorde dans ces négociations, il faut savoir que la Banque mondiale a annoncé, en début de sommet, un budget de 200 milliards de dollars sur la période 2021-2025. Deux pays, l'Allemagne et la Norvège, ont décidé de doubler leur budget de financement climatique, sans faire apparemment beaucoup d'émules parmi les autres pays développés. Ces fonds, rappelons-le, vont à ce qu'on appelle le « Green Climate Fund », qui les recueille en tant que fonds disponibles pour l'adaptation et la mitigation (respectivement les projets pour l'adaptation des pays aux changements climatiques et pour leurs actions en vue de réduire leurs émissions). Il en existe un autre, le Fonds pour l'adaptation, hérité du précédent protocole de Kyoto, qui vient de dépasser pour la première fois la barre des 100 millions de dollars.

(Lire aussi : [Des ONG lancent une plate-forme arabe d'action climatique](#))

« Pas d'actions fortes au rendez-vous »

L'adoption de cette feuille de route mondiale a été accueillie par des applaudissements dans la salle plénière à Katowice et a été saluée comme « une grande réalisation » par la secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies pour le changement climatique (CCNUCC), Patricia Espinosa, qui a quand même souligné les points qui restent en suspens. Ce deal a cependant été reçu de manière mitigée, sinon complètement négative, par les observateurs de la société civile, notamment sur la question de l'ambition dans la réduction des émissions, jugée largement insuffisante.

Pour Oxfam France, « les actions fortes n'ont pas été au rendez-vous, les pays riches (doivent être) honteux face aux pays les plus vulnérables aux changements climatiques ». « Honteux » aussi est le « vide dans le leadership de ceux qui ont la responsabilité et le pouvoir de prévenir la souffrance due au changement climatique », a déclaré Simon Bradshaw, conseiller auprès d'Oxfam Australie.

Pour May Boeve, directrice exécutive de 350.org, « le seul espoir vient désormais des nombreuses personnes qui agissent en faveur du climat, comme les enfants qui font grève à l'école pour protester, ou le millier d'institutions qui se sont engagées à retirer leurs fonds des investissements dans les énergies fossiles, etc. ».

« Alors que les gouvernements accomplissaient la tâche d'adopter une feuille de route pour la mise en application de l'accord de Paris, le monde exige aujourd'hui une action beaucoup plus rapide et forte contre le changement climatique au niveau des pays, et un appui pour les pays pauvres afin qu'ils se dotent d'une résilience climatique », a affirmé pour sa part Sven Harmeling, de Care International.

La condamnation de Greenpeace International était sans appel, par le biais de sa directrice Jennifer Morgan. Celle-ci a estimé qu'« il fallait beaucoup plus » après toutes les mises en garde scientifiques, ajoutant qu'« adopter une feuille de route pour l'action climatique n'est absolument pas suffisant quand des nations entières risquent l'extinction ». Et de conclure : « Sans action immédiate, même les règles les plus strictes ne nous mèneront nulle part. »

Contre le réchauffement climatique, des initiatives individuelles mises à l'honneur

Les « gilets jaunes » s'invitent au sommet climatique de Katowice

Cri unanime à la COP24 : « Nous n'avons plus de temps ! »

À la une



"Capharnaüm" de Nadine Labaki pré-sélectionné pour les Oscars

Gouvernement : un nouveau vent d'optimisme... en attendant des actes concrets
Yara ABI AKL

Des clans criminels d'origine libanaise inquiètent Berlin

Inscrivez-vous à la Newsletter

 Votre e-mail

→ JE M'INSCRIS

[RETOUR À LA PAGE "MOYEN ORIENT ET MONDE"](#)

3 articles restants

Pour profiter d'un regard éclairé

ABONNEZ-VOUS DÈS 1\$

Déjà abonné? Identifiez-vous

